

LETTRE AUX DIRIGEANT-ES
du FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL
et de la BANQUE MONDIALE

2000 BONNES RAISONS DE CHANGER DE CAP !
MARCHE MONDIALE DES FEMMES EN L'AN 2000

POUR LE FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL ET LA BANQUE MONDIALE...
2000 BONNES RAISONS DE CHANGER DE CAP !

SOMMAIRE

1. INTRODUCTION

- 1.1. Qui sommes-nous ?
- 1.2. Agir sur les causes structurelles de la pauvreté et des violences
- 1.3. La dérive troublante des systèmes internationaux dits de " protection
- 1.4. Une seule lettre pour vos deux institutions
- 1.5. L'objet de notre rencontre

2. LES GRANDES ORIENTATIONS POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES DE VOS INSTITUTIONS : PARMIS LES SOURCES DU DÉSORDRE DU MONDE ET DES OBSTACLES POUR LES FEMMES

- 2.1. La foi dans le capitalisme néolibéral
- 2.2. La poursuite de deux objectifs contradictoires en même temps
- 2.3. Nouveau discours, vieille pratique
- 2.4. Les femmes seraient les grandes " gagnantes " de la mondialisation
- 2.5. Prise en compte de la perspective " genre " ?
- 2.6. Une nouvelle forme de colonialisme

3. LA DETTE.....ILLÉGALE ET ILLÉGITIME

- 3.1. Qui doit quoi et à qui ?
- 3.2. Rien n'est réglé
- 3.3. Une condition pour s'attaquer résolument au problème de la pauvreté

4. IMPACT DES PROGRAMMES D'AJUSTEMENT STRUCTUREL SUR LES FEMMES

- 4.1. Féminisation de la pauvreté, de la maladie, précarisation de l'emploi : l'exemple de l'Égypte
- 4.2. Restriction de l'accès à la terre et aux cultures locales : l'exemple de l'Ouganda et de l'Inde
- 4.3. Autres exemples : Pérou, Argentine, Zimbabwe

5. CE QUE NOUS VOULONS

- 5.1. Un changement de cap
- 5.2. Tout de suite
 - Transparence et imputabilité
 - Intégration de la perspective " genre " dans les politiques et programmes
 - Augmentation des ressources financières pour les femmes
 - Mesures concrètes pour contribuer à éliminer la pauvreté et les violences faites aux femmes
 - L'annulation de la dette de tous les pays du Tiers-monde en tenant compte des principes de responsabilité, de transparence de l'information et d'imputabilité
 - La fin des PAS et de leurs clones
 - Une mesure particulière de distribution de la richesse : la Taxe Tobin
 - Des mesures précises pour éliminer la criminalité financière
 - Le rejet des politiques de l'OMC
 - Un protocole pour l'application du Pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels
- 5.3. A moyen et long terme : Un conseil pour la sécurité économique et financière

CONCLUSION

1. INTRODUCTION

Messieurs qu'on nomme "grands", messieurs qu'on dit "puissants", messieurs qu'on appelle des "dirigeants". Comme vous le dites, *on assiste au resserrement de la planète et à la mondialisation d'une économie en pleine mutation (...)*.¹ Mais nous ne sommes pas situées à la même place que vous dans ce monde qui est pourtant tout autant le nôtre. Nous sommes en effet celles qui ont à payer le prix fort de la mondialisation actuelle et qui, depuis le début des années 80 en particulier, subissent vos politiques. Vous comprendrez facilement nos frustrations, nos colères, nos impatiences... et notre détermination à faire changer les choses.

C'est pour dénoncer cette réalité que nous avons demandé à vous rencontrer, pour vous faire part de nos revendications et annoncer clairement, directement et sans intermédiaire notre détermination à faire changer les choses par la force de notre mobilisation.. Et nous ne sommes venues seules ! Depuis déjà plusieurs années un vaste mouvement de femmes a pris forme à travers le monde aux côtés de l'ensemble des mouvements sociaux, syndicats, ONG, groupes, associations de la société civile qui contestent le désordre actuel du monde, qui refusent de vivre dans des sociétés complètement dominées par la seule loi du "tout aux marchés", qui proposent des actions et des mesures concrètes pour que l'humanité puisse vivre dans la paix, la justice et la solidarité.

1.1. Qui sommes-nous ?

Nous sommes des femmes de la base, de toutes origines, de toutes nationalités, de toutes orientations (politique, culturelle, sexuelle, etc.) mais qui partagent deux conditions communes : la pauvreté et la violence. Nous formons la Marche mondiale des femmes en l'an 2000, un mouvement autonome de femmes constitué de groupes de femmes, de syndicats et de mouvements sociaux n'ayant aucun lien avec les gouvernements. Cette Marche est une initiative de la Fédération des femmes du Québec. Mais elle a vite recueilli l'adhésion et suscité la mobilisation de milliers de femmes à travers le monde. Au moment où nous nous rencontrons, près de 5000 groupes dans 155 pays et territoires participent à cette action à la fois dans leur pays, dans leur région et au niveau international.

Depuis le 8 mars 2000 en effet, les femmes ont commencé à fouler les sentiers de leurs villages, les routes de leurs municipalités, comtés, départements, les rues de leurs quartiers et de leurs villes pour rendre visible l'invisible dans ce monde encore frappé d'une incroyable cécité quant à la situation des femmes ; pour montrer l'intolérable dans ce monde encore paralysé par son effarante tolérance envers la pauvreté et les violences faites aux femmes. Elles organisent une myriade d'actions pacifiques, dans leurs milieux respectifs ; elles recueillent des milliers de signatures en appui aux revendications de la Marche et qui seront remises au Secrétaire général des Nations Unies, M. Kofi Annan le 17 octobre ; elles interviennent auprès des médias et dans tous les forums locaux, régionaux, nationaux et internationaux. Beijing+5 et Copenhague+5 nous ont rappelé encore une fois combien le chemin sera long... et combien donc notre marche sera longue ! Et les femmes ne s'arrêteront pas de marcher... !

La Marche est une action de citoyenneté des femmes qui, partout sur la planète, se mobilisent contre ces deux plaies qui font la honte de toutes les civilisations, cultures, régimes politiques, systèmes économiques en ce début d'un nouveau millénaire : la pauvreté - et vous le savez, les femmes et les enfants constituent la majorité des personnes pauvres sur cette terre- et les violences faites aux femmes.

La Marche mondiale, ce sont des millions de femmes qui :

- *dénoncent* la pauvreté et toutes les violences faites aux femmes ;
- *exigent* de vrais changements : le partage équitable de la richesse, le respect de l'intégrité physique et mentale des femmes et l'égalité entre les femmes et les hommes ;
- *interpellent* les décideurs politiques à tous les niveaux pour obtenir, non plus des "belles paroles", mais des actions précises... maintenant !

1.2. Agir sur les causes structurelles de la pauvreté et des violences

Dénoncer la pauvreté et les violences, leur ampleur, leurs conséquences humaines, politiques et économiques. Soit ! Bien sûr, nous savons aussi que la pauvreté et la violence faite aux femmes sont des phénomènes complexes et multifactoriels qui mettent en cause différents acteurs, différents niveaux, différents moyens d'action. D'ailleurs, depuis longtemps déjà, les femmes

¹ Site de la Banque mondiale *Qu'est-ce que la Banque mondiale ?*

travaillent simultanément sur plusieurs fronts pour contrer ces problèmes : famille, droit, éducation, formation, conscientisation, médias, etc.

Mais nous sommes surtout déterminées à agir sur les causes structurelles, macro politiques et macro-économiques, de ces phénomènes. Pour la Marche, le monde actuel et la situation des femmes en particulier s'expliquent par la force conjuguée de deux phénomènes mondiaux :

la domination d'un système économique unique à la grandeur de la planète : le capitalisme néolibéral ;

- la perpétuation d'un système social et politique dominant envers les femmes : le patriarcat.

Ces deux forces historiques *se nourrissent l'une l'autre et se renforcent mutuellement pour maintenir la très grande majorité des femmes dans une infériorisation culturelle, une dévalorisation sociale, une marginalisation économique, une " invisibilisation " de leur existence et de leur travail, une marchandisation de leur corps, toutes situations qui s'apparentent à un véritable " apartheid "2*

1.3 La dérive troublante des systèmes internationaux dits " de protection "

Après la deuxième guerre mondiale, après les camps de concentration, après les décolonisations, après même la chute du mur de Berlin, nous avons un moment espéré que la communauté internationale, à travers l'ONU, en arrive à mettre fin définitivement aux guerres, aux occupations, aux tortures, aux viols collectifs de mères, d'épouses, de fillettes etc. Après les multiples crises financières du dernier siècle : de la grande Dépression des années 20 à la crise asiatique en passant par celle du Mexique et du Brésil (pour ne mentionner que celles-là), nous avons souvent rêvé que soit mis fin à la rapacité des prédateurs mondialisés qui sévissent avec l'impunité des dictateurs. Nous avons déchanté... !

Force nous est de constater que, malgré des efforts importants de divers acteurs de la communauté internationale, rien ne va plus. L'ONU éprouve les plus grandes difficultés à prévenir ou à régler des conflits dont la violence et la barbarie même rappellent ceux du siècle précédent. *De plus, malgré ses programmes d'aide et de développement -et ce n'est pas rien- qui ont permis d'éviter des catastrophes, l'ONU s'est montrée jusqu'à ce jour incapable de contrer et d'éliminer l'écart croissant entre pays et entre citoyennes et citoyens, entre riches et pauvres, entre les femmes et les hommes.* 3 Pendant ce temps, les pouvoirs économiques libérés de toute contrainte se comportent en véritable " seigneurs de guerre " comme si le monde était leur arrière-cour privée...

Et que font vos institutions ? Au plan international, le FMI et la BM jouent un rôle de premier plan dans la direction actuelle du monde. Elles sont bien lovées dans le sillage et la mouvance de l'OMC dont elles adoptent et renforcent les politiques. Force nous est de constater que vos institutions *disposent d'un pouvoir plus grand que l'ONU elle-même dans le domaine économique et instaurent partout des politiques néolibérales, principales sources de la croissance des inégalités.*4 En effet, toutes nos observations, toutes nos expériences, toutes nos analyses, partout, nous amènent à la même conclusion : vos institutions, loin de contrer le rouleau compresseur de la mondialisation sauvage actuelle, s'en font les complices et les porte-étendard. Elles contribuent à l'appauvrissement des plus faibles et particulièrement des femmes. Mais, entendons-nous bien, nous ne sommes pas contre la mondialisation, bien au contraire. Nous voulons une mondialisation axée sur le partage équitable de la richesse, sur l'égalité entre les femmes et les hommes, sur la solidarité entre pays.

Ce n'est pas la première fois que vous entendez de telles critiques... ni la dernière car depuis les années 1980 en particulier, c'est déjà presque deux générations de femmes qui ont vu leur vie brisée, empêchée, rapetissée à cause de vos politiques. Vous nous permettrez d'entretenir à tout le moins un doute chronique, profond, systématique envers un discours de plus en plus " politically correct " contredit régulièrement par des politiques de plus en plus " economically incorrect ".

Ce que vos politiques induisent c'est, au mieux, un doute et une perte de crédibilité des populations envers vous et, au pire, une lutte farouche de secteurs de plus en plus nombreux qui veulent faire " table rase " des vieilles institutions et en créer de nouvelles. La société civile fourmille en effet de propositions appelant à un nouveau Bretton Woods. La Marche mondiale quant à elle affirme que, pour vos institutions, il y a *2000 bonnes raisons de changer de cap !* Assez de paroles : nous exigeons des résultats concrets !

2 Marche mondiale des femmes en l'an 2000, Cahier des revendications, juillet, 1999

3 Idem

4 Idem

Certes, nous ne sommes pas toutes des expertes du FMI et de la BM (même si plusieurs groupes de femmes et plusieurs femmes individuellement ont développé une solide expertise sur vos institutions). Par ailleurs nous sommes toutes, de l'Est à l'Ouest et du Nord au Sud, des expertes du " mal développement ", des " scientifiques " de l'envers du développement, de votre développement dont nous, nos enfants, nos familles, nos communautés, la planète entière subissent chaque jour les chocs, les effets pervers, les souffrances. C'est au nom de ces millions de femmes qui subissent vos politiques au quotidien que nous nous adressons à vous.

1.4. Une seule lettre pour vos deux institutions

Nous avons décidé de nous adresser en même temps et avec la même lettre à vos deux institutions. Non pas que nous ignorions les différences d'objectifs, de fonctions et de structures de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international. Mais nous pensons que vos deux institutions, jumelles par la naissance, les orientations et les structures décisionnelles, forment comme un vieux couple dont les conjoints ont certes leurs différences mais qui marchent main dans la main depuis toujours.

Vous n'êtes pas élus par la communauté internationale, consacrant ainsi le caractère antidémocratique de vos institutions. Vous fonctionnez en vase clos à l'abri du regard et de la critique des citoyens et citoyennes. Vous appartenez au même univers politique, économique et culturel, celui du capitalisme néolibéral " pur et dur ". Vous êtes aux mains des mêmes pays et dirigeants des nations les plus riches de la planète. Vous vous consultez régulièrement avant d'approuver des prêts. Vous utilisez le même discours. Vous faites appel aux mêmes types de fonctionnaires eux aussi forgés à la même idéologie. Enfin votre " nouvelle orientation " *le Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté* exige un partenariat encore plus soutenu entre vos deux institutions. Vous êtes deux institutions mais à la même orientation politique et économique. Cela est donc suffisant pour que nous ayons reconnu des similitudes et des convergences et donc que nous vous adressions la même lettre.

1.5. L'objet de notre rencontre

Nous voulons vous parler plus spécifiquement :

- des fondements de vos grandes orientations politiques et économiques qui, selon nous, contribuent au désordre actuel du monde et constituent des obstacles à l'épanouissement des femmes et à l'exercice de leurs droits fondamentaux. Nous sommes particulièrement frappées de l'obsession avec laquelle vous poussez les pays à intégrer l'économie de marché, capitaliste, néolibérale et sexiste ne laissant place à aucune diversité ni pluralisme dans les modèles de croissance et de développement.
- de la dette que nous considérons illégale et illégitime et dont l'annulation urgente constitue une des conditions pour s'attaquer résolument au problème de la pauvreté ;
- des programmes d'ajustements structurels dont les effets sont dramatiques pour des générations de femmes depuis les années 80 en particulier ;

Sur chacun de ces points, la Marche mondiale s'inscrit en faux et propose des changements de cap majeurs. Ces propositions constituent la dernière et la plus importante partie de notre lettre.

2. LES GRANDES ORIENTATIONS POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES DE VOS INSTITUTIONS : PARMIS LES SOURCES DU DÉSORDRE DU MONDE ET DES OBSTACLES POUR LES FEMMES

2.1. La foi dans le capitalisme néolibéral

Ce qui prime dans les orientations fondamentales du FMI et de la BM, c'est une croyance quasi théologique dans la supériorité du capitalisme et du marché néolibéral ou du libre commerce comme seule voie possible de croissance et de développement, comme unique direction à la mondialisation.⁵ C'est à partir de ce postulat que toutes vos politiques sont orientées : libéralisation sans contrainte, privatisation systémique et déréglementation systématique en constituent l'unique armature.. Cette croyance vous permet d'affirmer que *la libéralisation des marchés est une promesse d'égalité des chances, de justice et de démocratisation, pour tous les continents, tous les pays, toutes les classes sociales et pour les deux sexes*⁶ reprenant en cela le pronostique du dernier directeur du GATT en avril 94 à Marrakech pour lequel, dans le processus de mondialisation, *Il n'y aura que des gagnants et pas de perdants.*

Et pourtant... vous le savez, le capitalisme néolibéral est loin d'avoir rempli ses "promesses" . Copenhague+5 vient de nous rappeler que les engagements des États et de la communauté internationale à réduire la pauvreté n'ont pas été tenus non plus : l'écrasante majorité de l'humanité vit toujours dans la pauvreté, surtout les femmes et les enfants ; et pour les femmes, les écarts sont encore plus considérables : elles représentent la moitié de la population mondiale et fournissent les 2/3 des heures de travail. Mais elles ne gagnent que le 1/10 du revenu mondial et possèdent moins de 1/100 de la fortune mondiale⁷

2.2. La poursuite de deux objectifs contradictoires en même temps

Vous prétendez tout à la fois lutter contre la pauvreté et favoriser l'économie de marché capitaliste. On propose même d'amender les Statuts du FMI *pour faire de la promotion de la libéralisation des mouvements de capitaux l'un de ses objectifs et lui donner compétence en la matière*⁸ La Banque mondiale⁹ affirme de son côté que *c'est le secteur privé qui est le moteur de la croissance à long terme* et veut donc aider les pays à créer un climat porteur pour les entreprises et qui *"stimule l'efficacité et la concurrence"*, qui *attire les capitaux privés étrangers* : pour cela, il faudra des politiques musclées axées entre autre sur la résorption des déficits budgétaires, la privatisation des entreprises publiques, la protection des droits de propriété, etc. Ces politiques sont sensées permettre *le renforcement de la capacité de l'État... à assurer des services de qualité et efficaces !*

Nous prétendons que ces objectifs sont incompatibles et démentis par la réalité. On ne peut à la fois promouvoir la libéralisation sans contrainte, source d'appauvrissement des peuples et de secteurs importants de populations, dont les femmes et les enfants surtout, et vouloir éradiquer la pauvreté. On ne peut pas affirmer deux réalités contradictoires en même temps. On ne peut faire comme si le système économique que vous prônez ne connaissait pas de ratés, la principale étant qu'il devient partout possible de devenir de plus en plus pauvre dans des sociétés de plus en plus riches ! On ne peut faire comme si le marché, laissé à lui-même, produisait automatiquement de l'égalité et de la solidarité.

D'ailleurs, vos institutions éprouvent les plus grandes difficultés avec ce marché dont elle ne parvient pas à prévoir les soubresauts, ni les mouvements contraires à la théorie classique du libéralisme. Ainsi, la BM est forcée de constater *qu'entre 1997 et 1999, les flux des marchés financiers vers les pays de la Périphérie ont chuté de 47% et les prêts bancaires ont baissé de 58%*¹⁰ Bien plus, (...) *les investisseurs continuent à placer les quatre cinquièmes de leurs*

5 George, S., et Sabelli, F. (1994) *Crédits sans frontières : la religion séculaire de la Banque mondiale*, La Découverte/Essais, Paris.

6 Christa Wichterich (1999) *La femme mondialisée*, Solin, Actes Sud (traduction française) p 14

7 DURRER, M. (1995) " De Mexico à Beijing : le long chemin des femmes ". *Foi et développement*, No 233, mai, p 3.

8 David D. Driscoll, *Qu'est-ce que le FMI ?*, Dept des relations extérieures du FMI, Site Internet

9 Banque mondiale, Site Internet

10 Eric Toussaint (1998), *La bourse ou la vie : la finance contre les peuples. Syllepse/Cetim*. Tiré à part : Crise de la dette : analyse et propositions

capitaux dans les pays riches et développés et, quand ils les placent dans les pays en développement, la part du lion (81%) va à dix d'entre eux seulement 11. Pendant ce temps, vos institutions continuent de promouvoir la stratégie dite des " 3 D " (déflation, dévaluation, déréglementation) basée sur une théorie économique que plusieurs économistes qualifient d'obsoleète, les faibles coûts de main-d'œuvre ne suffisant plus à eux seuls à attirer l'investissement étranger.12. Que faudra-t-il de plus pour attirer ces princes prétentieux ?

De plus, les critiques des politiques du FMI n'ont pas été moins virulentes : mauvaises prescriptions macro-économiques en particulier dans la crise asiatique, promotion tout azimut de la libéralisation des mouvements de capitaux faisant silence sur leur rôle (la spéculation et les mouvements non contrôlés de ces capitaux en particulier) dans les crises brésilienne et russe entre autres13 et dans la mondialisation de la pauvreté14.

A la sacralité du marché libre, il nous faut bien opposer la brutalité des faits. Par exemple (...) *Les rapports consacrés par la CNUCED (dont celui sur l'Afrique subsaharienne) démontrent que les pays africains ne tirent aucun profit de plus de dix ans d'ajustements : recul de la consommation des ménages, baisse de la production des producteurs locaux pour le marché intérieur, augmentation de la dépendance alimentaire, accélération de la chute de la valeur des produits exportés par l'Afrique sur le marché mondial, augmentation des charges fiscales pesant sur les populations à faible revenu* 15

D'ailleurs vous admettez que cette thérapie de choc n'est pas sans conséquence et la BM en particulier dit veiller à *atténuer les chocs auxquels s'exposent la centaine de pays en développement et en transition en entrant de plein pied dans l'économie mondiale*. Vous reconnaissez que les réformes économiques exigées et imposées *peuvent frapper de plein fouet les pauvres et les plus vulnérables* et qu'il importe de mettre en place des programmes *pour protéger les pauvres ou empêcher les plus vulnérables de sombrer dans la pauvreté*.

Vos politiques ne frappent pas bien sûr que les plus pauvres mais ils sont devenus l'objet de toutes vos attentions vous permettant ainsi de faire l'économie d'une remise en cause fondamentale de vos orientations politiques et économiques. Puisque l'économie libérale produit quand même quelques " effets indésirables ", produisons des programmes pour les plus vulnérables ! C'est la version séculaire de la charité ! D'où les politiques de " ciblage " des plus pauvres. D'où les innombrables programmes de la BM sur lesquels il serait bien difficile de " faire la fine bouche " en particulier pour les femmes pauvres cheffes de famille. Mais nous ne sommes pas dupes. Ces programmes demeurent soumis à la logique du marché16 qui interdit désormais toute mesure sociale à vocation universelle ; ils renforcent encore, s'il en était besoin, la privatisation de tous les services (santé, éducation, eau, électricité, logement, transport, etc.) et donc l'exclusion et le refoulement de milliards de personnes, majoritairement les femmes, aux marges de la société.

Les femmes indiennes ont d'ailleurs vivement critiqué et dénoncé ces programmes de " ciblage ", montrant leur illogisme et leur non-faisabilité : en Inde, une très petite portion seulement de la population -mieux nantie- peut être exclue du système subventionné d'accès aux aliments de base ; non-fiabilité des statistiques pour fixer le revenu et les seuils de pauvreté ; revenus irréguliers, imprévisibles, flexibles, fluctuant d'une journée à l'autre car provenant principalement du secteur informel ; situation tout aussi difficile et précaire économiquement pour les personnes qui sont juste un peu au-dessus du seuil de pauvreté ; arbitraire bureaucratique et corruption dans la classification des " plus pauvres ", etc.17 sans compter la stigmatisation sociale qui accompagne toute politique sélective et qui tue autant que la faim.

11 George, S., et Sabelli, F. (1994) *Crédits sans frontières : la religion séculaire de la Banque mondiale*, La Découverte/Essais, Paris. P. 107.

12 Stuart HOLLAND (1993) *Towards a New Bretton Woods: Alternatives for the Global Economy*, cité dans George et Sabelli p 107.

13 Bread for the World. (2000) Document sur *The poverty Reduction Strategy Papers* et *The Poverty Reduction and Growth Facility*

14 Chossudovsky, M. (1997) *La mondialisation de la pauvreté*. Ecosociété, Montréal.

15 CADTM " Les autres voix de la planète ", no 12, premier trimestre 2000

16 Sophie Joanny, (1998), " Tiers monde et institutions internationales : les femmes, cet enjeu économique ", Cahiers du GEDISST, no 214 *Les paradoxes de la mondialisation*, Hamattan,

17 Women Speak: United Voices Against Globalization, Poverty and Violence in India (2000) Publié par All India Democratic Women's Association, All India Women's Conference, Center for Women's Development Studies, Joint Women's Program, National Federation of Indian Women, YMCA of India.

2.3. Nouveau discours, vieille pratique

Certes, vous reconnaissez vos erreurs...! De la bouche même du président de la Banque mondiale, *“ Je crois que nos erreurs viennent du fait que nous avons trop focalisé nos analyses et nos anticipations de crises sur des critères financiers. Il faut aussi prendre en compte la situation sociale d'un pays, le niveau de protection sociale, par exemple, qui permettra d'amortir les chocs. Jusqu'à présent, les débats sont restés confinés aux ministres des finances et aux institutions financières*¹⁸. Et un nouveau langage, de nouvelles orientations sont apparues au cours des dernières années, la principale étant de faire de la lutte à la pauvreté l'axe principal de vos interventions jumelée au développement durable, à la bonne gouvernance et à la participation de la société civile.¹⁹ Les études de la BM sur la pauvreté sont impressionnantes²⁰ et les intentions non moins louables. La voix des pauvres pousse en effet le président de la BM à inciter les institutions à repenser leurs stratégies et à aider les pauvres - i.e. plus exactement “ les plus pauvres ”- dans leurs propres efforts. On croirait entendre une ONG de défense des droits ! Le récent Sommet de Copenhague+5 a été l'occasion pour vos institutions, de concert avec l'ONU et l'OCDE, de réaffirmer que (...) *la pauvreté sous toutes ses formes est le plus important défi auquel doit faire face la communauté internationale*²¹

Vous nous permettez d'entretenir un scepticisme solide face à ce nouveau discours puisque les politiques d'ajustement structurel, rebaptisées *Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté*, demeurent essentiellement les mêmes. *En 1999, 63% des prêts consentis par la BM aux pays étaient des prêts liés à l'ajustement structurel* et qui, selon une étude interne de la BM elle-même, (...) *ne visait pas directement la réduction de la pauvreté*²²

2.4.. Les femmes seraient les grandes “ gagnantes ” de la mondialisation...

Vous nous dites que les femmes sont les grandes "gagnantes" de la mondialisation, qu'elles ont accès à plus d'emplois, que les salaires s'améliorent, que les écarts entre les femmes et les hommes s'amenuisent, qu'elles accèdent à l'autonomie financière et à une meilleure répartition des responsabilités domestiques.

Et pourtant, vous le savez, la mondialisation est un processus paradoxal : des entreprises florissantes licencient massivement, des femmes accèdent à des emplois mais dans des conditions qui rappellent les débuts de l'industrialisation au XIXe siècle. Et souvent, si la situation des femmes semble s'améliorer, c'est que celle des hommes s'est détériorée... ! *Les Nations Unies ont donc souligné dans leur bilan de 1995 que la croissance économique était certes “ une condition nécessaire, mais pas suffisante, pour améliorer la situation des femmes et pour éliminer la pauvreté. Grâce à la globalisation et à l'intégration au marché mondial,*

*- les “ femmes ont pu conquérir plus d'emplois que les hommes, mais elles sont perdantes sur le plan de l'égalité des salaires et de la qualité de l'emploi. La situation économique des femmes ne s'est pas améliorée par rapport à celle des hommes. Elle a même vraisemblablement empiré ”*²³ ;

*- (...) la différence de salaire atteint toujours entre 30% et 40% et les femmes, sans possibilité de se former ou d'obtenir une promotion, restent parquées dans les secteurs mal payés. La segmentation du marché du travail en activités qualifiées et non qualifiées, mieux ou plus mal rémunérées n'est pas effacée. Avec le temps, la différence de salaire entre les deux sexes a même tendance à s'accroître*²⁴

L'expérience de millions de femmes impliquées dans la Marche mondiale témoigne en effet du sexisme particulièrement virulent de la mondialisation actuelle i.e. de l'impact spécifique sur les femmes de certaines politiques macro-économiques mises de l'avant par vos institutions.²⁵

18 Wolfensohn, James. Entrevue accordée au Monde et cité dans Serge Truffaut (1999), *La démocratie violée*, Le Devoir, 5 février.

19 World Bank (2000) *New Paths to Social Development: community and global networks in Action*

20 Voir en particulier la trilogie *Can Anyone Hear Us ?*, *Voices of the Poor Crying Out for Change*, *From many lands*

21 ONU, OCDE, BM, FMI (2000) *Un monde meilleur pour tous : poursuite des objectifs internationaux de développement*. Document déposé lors du Sommet de Copenhague+5, Genève, 25-30 juin 2000.

22 Bread for the World. (2000) Document sur *The poverty Reduction Strategy Papers* et *The Poverty Reduction and Growth Facility*

23 United Nations (1995), *1994 World Survey on the Role of Women in Development. Women in a Changing Global Economy*.

24 Susan Joeques (1995) *Trade-related Employment for Women in Industry and Services in Developing Countries*. UNRISD, Genève

25 Marche mondiale des femmes et Coordination genevoise pour la Marche mondiale. Atelier Femmes et mondialisation organisé dans le cadre du Sommet Alternatif, Genève, juin 2000. Voir aussi CADTM, *Femmes, enfants face à la violence : résistances du Nord au Sud*, 1999.

- la tendance générale des États à réduire leur déficit et les dépenses gouvernementales sous la pression directe des marchés financiers, de vos institutions et de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) provoque des licenciements massifs dans le secteur public où les femmes sont majoritaires.

- la privatisation systématique de secteurs aussi sensibles que l'éducation et la santé fait reposer sur les femmes, sur leur travail invisible et non payé, les tâches jadis assumées par l'État pour la collectivité. Outre bien sûr la privation de droits aussi fondamentaux, que l'accès à la santé et à l'éducation, reconnus dans les Conventions internationales, on assiste à une véritable substitution de rôles et de responsabilités de l'État vers le privé et donc vers les femmes. Cette substitution se traduit par ce qu'on pourrait appeler une crise de surcharge de travail pour les femmes. On a ainsi estimé qu'en Amérique latine depuis l'instauration des programmes d'ajustement structurel dans les années 80, les femmes travaillent en moyenne une heure de plus par jour, soit l'équivalent d'une journée/semaine, ce qui est énorme, sans compter que ce travail n'est pas rémunéré !²⁶

- On sait aussi que les deux tiers des enfants qui ne vont pas à l'école dans le monde sont des filles, les familles donnant la préférence aux garçons quand elles ne disposent que de peu de moyens financiers pour l'éducation des enfants. Et si *l'écart de scolarisation primaire et secondaire entre les sexes diminue, la progression n'est pas assez rapide pour que cette différence soit entièrement éliminée d'ici 2005.*²⁷

- la mondialisation exacerbe la crise du travail non rémunéré des femmes. Ce type de travail a bien bien sûr toujours existé mais selon certaines féministes, ce sont maintenant les institutions internationales comme la Banque mondiale qui organisent le travail non rémunéré des femmes et non plus les seuls époux, pères, employeurs ou gouvernements.²⁸ De plus, le néolibéralisme accentue l'expansion du secteur monétaire qui échappe en général aux citoyens et encore davantage aux citoyennes qui en ont été historiquement exclues.

- dans les pays du Sud, la libéralisation tout azimut de l'économie avec l'ouverture obligée et inconditionnelle des frontières aux produits d'importation en provenance des pays du industrialisés (lesquels continuent par ailleurs de pratiquer diverses formes de protectionnisme) a littéralement tué l'agriculture vivrière majoritairement pratiquée par les femmes. En Inde par exemple, cette situation jointe à une inflation des prix des aliments de base et au démantèlement du système public de distribution de nourriture subventionné met en péril la sécurité alimentaire de millions de personnes. Comme ce sont les femmes qui gèrent le budget de la famille et préparent les aliments, elles mangent moins.. **parce** qu'elles mangent ce qui reste, compte tenu de la distribution des rôles au sein de la famille. Si on ajoute l'augmentation des coûts des médicaments, ceux des services de santé devenus inaccessibles pour une majorité de personnes, on peut affirmer que l'état de santé des femmes indiennes s'est détériorée au cours de la dernière décennie. - dans les pays du Sud également, une majorité de femmes travaillent dans les zones franches où les salaires et les conditions de travail s'apparentent à un véritable esclavage. *En République Dominicaine, les médecins ont relevé que les femmes travaillant dans les zones franches de production font deux fois plus de fausses couches que celles qui ont d'autres activités, deux fois plus d'enfants souffrant d'insuffisance pondérale, trois fois plus d'enfants atteints de malformations.*²⁹ La tendance générale à la déréglementation laisse entrevoir que bientôt ce sont des pays entiers qui seront transformés en zones franches.

- la mondialisation provoque des transformations profondes au niveau du travail des femmes de deux façons : d'un côté, par l'augmentation constante du secteur informel où les femmes sont majoritaires. C'est un secteur sans droits et sans voix où même les revendications concernant l'application de normes sociales n'atteignent pas les femmes concernées. De l'autre, par l'introduction dans le secteur formel de pratiques habituellement liées au secteur informel et qualifiées de "modèle féminin" susceptibles d'augmenter la compétitivité des entreprises : flexibilité totale, travail atypique, à temps très partiel et fragmenté, sur appel, à domicile, en sous-traitance, indépendant précaire, clandestin, etc. Selon l'OCDE, les femmes sont nettement majoritaires dans ce type d'emplois. Et si une minorité de femmes accèdent à des emplois dans des secteurs de pointe mieux rémunérés, l'immense majorité des femmes continuent d'être

²⁶ Mascha Madörin, *A propos du travail non rémunéré des femmes*, Atelier Femmes et mondialisation, Genève, juin 2000.

²⁷ ONU, OCDE, BM, FMI (2000) *Un monde meilleur pour tous : poursuite des objectifs internationaux de développement*. Document déposé lors du Sommet de Copenhague+5, Genève, 25-30 juin 2000.

²⁸ Idem

²⁹ La femme mondialisée p 55

femmes de ménage, couturières, marchandes de rue, travailleuses agricoles saisonnières, etc. Dans les pays riches, c'est le " modèle " du Sud, totalement déréglementé qui se reproduit au Nord !

- si les violences faites aux femmes existaient bien sûr avant la mondialisation et relèvent de la persistance du rapport de domination des hommes sur les femmes, la mondialisation aggrave la vulnérabilité des femmes à toutes les formes de violences. On assiste en particulier à une globalisation du trafic des femmes et de la prostitution dus à l'accroissement de la pauvreté, à l'augmentation du tourisme sexuel, à l'expansion de l'industrie mondiale du sexe, sans parler de la violence systémique en temps de guerre (viols, agressions sexuelles, etc.) Selon la rapporteure spéciale des Nations Unies sur la violence faite aux femmes³⁰ *L'exploitation du corps féminin est une industrie internationale. (...) Bernées, forcées, séduites ou vendues, les femmes se retrouvent dans des situations analogues à l'esclavage, qu'elles soient prostituées, employées de maison, ouvrières en sweatshop ou simples épouses.* C'est là un visage de la mondialisation particulièrement repoussant et dont vos politiques ne tiennent pas compte. Et le chemin de ce trafic est le même que celui du remboursement de la dette : du Sud vers le Nord et de l'Est à l'Ouest.

2.5. Prise en compte de la perspective " genre " ?

Vous nous dites prendre en compte la perspective de genre dans vos politiques et c'est un fait surtout pour la Banque mondiale que des efforts importants ont été réalisés dans cette direction³¹. Vous mettez de l'avant que les discriminations faites aux femmes dans tous les secteurs de la vie constituent des obstacles majeurs au développement. Soit !

Et pourtant des études systématiques des programmes de la BM dans dix pays d'Amérique latine³² arrivent à des constatations troublantes quant à trois indicateurs spécifiques : l'adéquation entre le discours et la pratique, l'équité et la participation de la société civile dont celle des femmes en particulier :

- il existe un fossé important entre le discours de la Banque mondiale et sa pratique sur le terrain, fossé qui résulte de l'absence d'un cadre conceptuel adéquat concernant les questions de genre et d'un manque de ressources humaines et financières. Mais la non-réalisation des engagements pris à Beijing relève aussi d'une attitude laxiste de la part de la BM face aux gouvernements qui ne veulent pas se conformer aux recommandations concernant le genre. Elle est plus directive quand on en vient aux conditions pour le secteur financier ou pour les processus de privatisation... !

- la BM s'efforce de promouvoir une équité socioéconomique dans les services de santé et d'éducation mais l'équité de genre n'en fait pas partie. Bien plus les orientations de certains projets font en sorte que les femmes sont confinées à leur rôle traditionnel de mères sans que rien ne leur permette d'accéder à la sphère publique, aux études, au travail, etc. De telles politiques renforcent les rôles traditionnels et maintiennent les inégalités entre les femmes et les hommes. En éducation, les projets se contentent d'accorder une attention à l'accessibilité à l'école pour les filles sans se préoccuper des résultats : il n'est donc pas étonnant de retrouver les femmes dans les pires emplois, de constater qu'elles gagnent moins que les hommes pour un travail égal et qu'elles sont concentrées dans le secteur informel d'où la féminisation de la pauvreté.

- enfin malgré les efforts de la BM pour mettre en place des processus participatifs, le niveau et la qualité de la participation demeurent très problématiques et très éloignés d'un véritable " empowerment " des femmes susceptibles d'infléchir les politiques de la BM dans le sens de leurs besoins et intérêts.

Avec de tels résultats vous nous permettrez d'entretenir à tout le moins un scepticisme compréhensible... face à un discours qui prétend tenir compte des intérêts des femmes. Le PNUD rappelle d'ailleurs que *l'indifférence aux sexes spécificités qui caractérise la plupart des programmes de lutte contre la pauvreté reflète la faiblesse des liens théoriques et pratiques, entre la problématique hommes-femmes et la pauvreté -du fait de problèmes dans l'un et l'autre domaine. Les programmes de lutte contre la pauvreté n'ont habituellement pas incorporé l'identité sexuelle comme une dimension importante et les programmes en faveur de l'égalité entre les sexes ne se sont guères intéressés à la pauvreté*³³

³⁰ COOMARASWAMY, Radhika (1997) Rapporteur spéciale des Nations Unies sur *La violence faite aux femmes, ses causes et conséquences.*

³¹ World Bank, *Advancing Gender Equality: World Bank Action since Beijing*, February 2000.

³² Women's Eyes on the World Bank-Latin America (June 2000) *The World Bank at Beijing+5: Equity, Participation, Consistency ?* Sous la direction de Laura Frade.

³³ PNUD (2000) *Vaincre la pauvreté humaine.* Rapport du PNUD sur la pauvreté 2000, p 96.

2.6. Une nouvelle forme de colonialisme

Nous affirmons que les politiques du FMI/BM prolongent en les modernisant et les renforçant les anciennes politiques coloniales et impérialistes. Nous retrouvons avec consternation et rage un air de déjà connu ! Ainsi, de la même manière que l'empire britannique avait tué l'industrie nationale du textile en Inde et dans les pays faisant partie du " Dominium ", de même vos politiques continuent de tuer toute industrie locale qui ne cadre pas avec la libéralisation des marchés. On sait que les femmes forment l'essentiel de la main d'œuvre bon marché de cette industrie. *En cette fin de millénaire, le capitalisme de Manchester retrouve avec joie son état primitif sur le golfe du Bengale.* 34 On ne s'étonnera pas que vos institutions soient perçues comme les " nouveaux colonisateurs " du XXIe siècle et entraînent une résistance tout aussi farouche que celle des mouvements anti-colonisation de l'époque.

Vos diktats ont également induit des changements radicaux dans les politiques de plusieurs pays : passage d'une économie centrée sur les substituts aux importations et la promotion du marché intérieur, à une économie axée presque exclusivement sur les exportations. D'où l'expansion des maquillas et des zones franches soustraites à toute réglementation et avec les conséquences humaines dramatiques que l'on connaît.. Ce sont maintenant des régions entières comme la bande frontière du Mexique, suite de l'accord de l'ALENA et des pays entiers (Singapour, Hong Kong, l'Ile Maurice) qui sont devenus des zones franches³⁵

Nous savons aussi que vos institutions pratiquent le " deux poids, deux mesures " en matière de subventions aux produits agricoles ou aux vivres pour les catégories pauvres de la population interdit aux pays sous ajustement structurel... mais toléré pour les pays riches. Même au sein de votre propre idéologie d'ouverture tout azimut des marchés... certains sont plus égaux que d'autres. Le poids des pays les plus riches agit ici encore comme une forme de colonialisme. Et la BM intervient auprès des " colonisés " avec la bonne conscience des anciens colonisateurs... et la rectitude des dames patronnesses !

3. LA DETTE. ILLÉGALE ET ILLÉGITIME

3.1 Qui doit quoi et à qui ?

C'est bien la question que nous vous posons. Et la réponse pour nous est assez simple. Il faut renverser le regard et considérer que c'est le Nord qui doit au Sud des milliards de dollars volés tout au cours des 19e et 20e siècles.

- vol systématique et " légalisé " durant toute la période coloniale qui a mis à genoux des peuples entiers, brisé leur propre potentiel de développement, tué toute émergence d'autres modèles de croissance et littéralement assassiné des milliers de personnes (tortures, guerres, répression, etc.). Les colonisateurs de l'époque ont pillé les richesses naturelles des pays en voie de développement. Aujourd'hui les transnationales " occupent " les meilleures terres pour la culture intensive d'exportation. Autre temps, autres mœurs mais même politique...

- vol entretenu et toujours " légalisé " par la politique de prêts qui asservit les peuples du Tiers-Monde -et récemment ceux de l'Est-, assure le transfert de leurs richesses vers les pays déjà riches et les maintient dans un cercle vicieux infernal : pays pauvres opprimés qui permettent à ceux du Nord de s'enrichir, lesquels étant de plus en plus riches monopolisent les capitaux et peuvent se permettre de " prêter " leur propre argent aux pays demandeurs... ! C'est le monde à l'envers : le Sud qui finance le Nord ! Vous en êtes parfaitement conscients : en 1998, les 41 pays pauvres très endettés ont transféré vers les créanciers du Nord, 1,680 millions de dollars de plus que ce qu'ils ont reçu. 36

L'endettement est à la fois un processus, un système, un mécanisme fort efficace d'oppression, de contrôle, de subordination des peuples et des gouvernements des pays du tiers-monde et de l'Est aux intérêts des pays les plus riches de la planète, essentiellement le G737 et dont vos institutions servent de fidèles valets. Ce système est une atteinte à la souveraineté des États. Ce système constitue la version moderne du colonialisme et de l'impérialisme.

Sa " légalité ", sa " légitimité " sont d'ailleurs remises en question par un nombre croissant de citoyennes et de citoyens du Sud comme du Nord : la société civile fourmille d'initiatives en ce sens dont la campagne Jubilé 2000 constitue un exemple de taille. Les tribunaux argentins

34 La femme mondialisée p 28

35 Idem p 44

36 World Bank, " Global Development Finance ", *Net flows and transfers on debt*. Avril 2000.

37 Eric Toussaint (1998), *La bourse ou la vie : la finance contre les peuples. Syllepse/Cetim*. Tiré à part : Crise de la dette : analyse et propositions

viennent aussi de rendre un jugement qui fera tache d'huile déclarant " *contraires aux intérêts de la nation, les politiques économiques d'emprunts contractés pendant la dictature militaire de 76 à 8238*. Qu'il y ait des gouvernants corrompus au Sud (comme au Nord, mal placé pour faire la morale), nul n'en doute, mais quand on prête à des bandits. on en devient les complices.

Sans compter les prêts consentis par les entreprises privées pour ces *éléphants blancs* (ex : les installations inadaptées aux besoins locaux tel le barrage d'Inga sur le bas Congo ou la sidérurgie Klöckner au Cameroun) achetés par des régimes qui ont reçu de la part de ces entreprises des commissions afin d'accepter prêts et projets " clé sur porte ". D'énormes contrats étaient en jeu et les entreprises en question bénéficiaient de la complicité des gouvernements occidentaux qui voulaient maintenir des liens étroits avec leurs anciennes colonies (France, Grande-Bretagne, Belgique, Allemagne, Espagne, Portugal) ou conquérir de nouveaux marchés en s'assurant d'alliés stratégiques (États-Unis). L'essentiel de la dette des pays pauvres très endettés trouve son origine dans les années 1970 et 1980³⁹

3.2. Rien n'est réglé...

On nous dit que le G7 à Cologne en juin 99 a réglé le problème de la dette des pays du Tiers-Monde... On nous a répété à Okinawa, en juillet dernier, que cette fois-ci, ça y était ! C'est faux. Toutes les analyses des observateurs-trices de ces décisions arrivent aux mêmes conclusions dont entre autres : ⁴⁰

- les montants annoncés n'ont pas été livrés : sur les 100 milliards de dollars promis à peine 2,5 milliards ont été donnés soit... 0,12% de la dette totale du Tiers-Monde (sans les pays de l'ex bloc de l'Est) ! Et aucun pays créancier du Nord ne fera un effort supérieur à 1% de ses dépenses militaires ;

- les créanciers conditionnent toujours l'annulation de la dette aux politiques du *Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté* (qui sont en fait des programmes d'ajustement structurel rebaptisés) et qui imposent de nouvelles obligations : par exemple celle, pour le pays pauvre très endetté, de présenter un plan de lutte contre la pauvreté en concertation avec la société civile, alors que le processus demeure flou et surtout que c'est l'annulation même de la dette qui constituerait une des conditions majeures permettant de lutter contre la pauvreté ;

- les " améliorations " sont homéopathiques ! Augmenter de 2% les investissements en santé et en éducation après les avoir réduits pendant 20 ans ou n'avoir pas investi du tout revient à presque rien... A ce rythme, il faudra attendre l'an 2010 pour retrouver le niveau de dépenses de 1985 !

- même les tenants du libéralisme ne vous croient pas. Selon le *Wall Street Journal*, ce sont des techniques visant à éliminer de mauvais prêts en les remplaçant par de nouveaux. Les erreurs passées du FMI et de la BM (dont les chartes interdisent de renoncer à une créance) seront renflouées par le trésor public des pays industrialisés.. Il n'y a là aucune générosité de la part du FMI/BM qui se feront ainsi rembourser et en plus qui contribueront à augmenter la spéculation car l'argent sera placé dans un Fonds fiduciaire sur les marchés financiers. Pour *The Economist*, les pays riches ne donnent rien aux pays pauvres en renonçant à ces vieilles créances. *C'est simplement arrêter de réclamer des intérêts qui s'accumulent de manière démentielle avec les années et qui maintiennent les plus faibles dans une situation inextricable.*

- cette initiative concerne seulement le montant de la dette bilatérale d'avant le 1er rééchelonnement de paiement alors que le gros de la dette s'est accumulé après... !

- c'est une initiative arbitraire qui exclut les pays endettés très pauvres. Et 80% des plus pauvres de la planète vivent dans des pays qui ne sont pas des " pays pauvres très endettés ". C'est le niveau de la dette qui devient le critère et non pas celui de la pauvreté !!! Il y a là comme un encouragement... à s'endetter !!!

- plus grave encore, *certaines sommes affectées à l'indemnisation des créanciers privés sont à charge des budgets de la coopération au développement. Les sommes annoncées par les gouvernements du Nord ne vont pas vers les populations du Sud, elles sont à charge de la collectivité et bénéficient pour partie à des entreprises privées qui pourtant sont largement responsables du désastre des pays du Tiers-Monde ;*

- enfin, le mécanisme utilisé lie la remise de dette à l'achat de matériel au Nord. En fait la France et le Japon qui prétendent annuler les dettes de ces pays *mentent de façon honteuse. En réalité, ils exigent le remboursement de la dette et feront don par la suite aux mêmes pays des sommes*

38 Correo informativo, no 46. Dialogo 2000 Argentina.

39 Toussaint, Eric. *Dette du Tiers-Monde à Okinawa : bas les masques !* Site: www.users.skynet.be/cadtm

40 Idem et CADTM " Les autres voix de la planète ", no 12, premier trimestre 2000

perçues. Parler d'annulation est un abus de langage. Le Japon exige explicitement que l'argent rendu aux pays du Sud soit utilisé par ceux-ci pour acheter des marchandises et des services fournis par des entreprises japonaises

Rien n'est réglé, loin de là. Les initiateur-trices de Jubilé 2000 se prononcent : le règlement n'est pas assez rapide (seulement cinq pays qualifiés), pas assez profond (dettes réduites de seulement 40%), pas assez large (des pays clés encore exclus) ni juste ni transparent (il faut passer à un nouveau processus). On annonce même *qu'un scandale se profile : un mois après la rencontre des ministres des finances lors des réunions de printemps de la BM et du FMI, une certaine suffisance perdue et caractérise le programme chancelant d'allégement de dette. A l'heure actuelle il est clair que les nations créditrices ne parviennent pas à tenir les promesses faites l'an dernier aux pays les plus pauvres. La Coalition Jubilé 2000 met en garde les dirigeants du monde contre un " scandale qui se profile " si des mesures ne sont pas prises immédiatement* 41

3.3. Une condition pour s'attaquer résolument au problème de la pauvreté

Entre le début de la crise de l'endettement vers 1980 et aujourd'hui, les pays endettés ont remboursé plus de 4 fois ce qu'ils devaient... et le montant de leur dette a été multiplié également par 4 ! 42 En 1996, l'Afrique subsaharienne (600 millions de personnes, 10% de la population mondiale, 1% des investissements dans le monde) a payé 14,5 milliards de \$US en service de la dette, soit \$18,000.US par minute. Cela représente quasiment le même montant que celui qu'elle a reçu en aide publique au développement la même année (soit 14 milliards de \$US). A ce niveau et à ce rythme d'endettement, les plus beaux programmes de la BM n'arriveront jamais à colmater les brèches...

Refuser d'annuler la dette ou le faire à des doses homéopathiques revient à maintenir une partie de l'humanité sous le joug des " nouveaux colonisateurs " que constituent les créanciers internationaux, le FMI, la BM, le Club de Paris et le Club de Londres. Refuser d'annuler la dette, c'est volontairement accepter les conséquences suivantes :43

- généralisation et accentuation des politiques d'ajustement structurel ;
- augmentation du chômage (selon un rapport du BIT de mars 99, 23 millions d'emplois ont été perdus en Asie du Sud-Est depuis l'éclatement de la crise en 97) ;
- réduction drastique des dépenses sociales ;
- accélération des privatisations ;
- dégradation de l'enseignement et de la santé ;
- déréglementation des relations de travail ;
- augmentation énorme du nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté absolue ;
- menaces ou violations des droits humains fondamentaux : droit à la vie (le taux de mortalité infantile et maternelle a tendance à augmenter à nouveau dans les pays les plus pauvres et dans les secteurs les plus pauvres du reste des pays de la Périphérie) ; droit d'expression (les gouvernants ont tendance à restreindre celle-ci pour faire imposer les politiques antisociales) ; droit à un emploi, à un toit, à un revenu décent, droit à l'égalité homme/femme (les femmes et les filles sont encore plus affectées que les hommes par l'aggravation des conditions d'existence).

Refuser d'annuler la dette équivaut à *refuser aide à personnes et à peuples en danger*44

Nous de la Marche mondiale des femmes refusons ce refus.

4. IMPACT DES PROGRAMMES D'AJUSTEMENT STRUCTUREL SUR LES FEMMES

Les PAS suivent toujours la même logique : stabilisation économique à court terme (dévaluation, contrôle de la masse monétaire, désindexation des salaires, austérité budgétaire, libéralisation des prix, etc.) et réforme structurelle (libéralisation du commerce, privatisation des entreprises d'État, des terres, réforme fiscale, libéralisation des mouvements de capitaux, du système bancaire, recyclage de l'argent sale vers le service de la dette, etc.)45 Les témoignages, les expériences et la littérature fourmillent de faits et d'analyses quant à l'impact sur les femmes des

41 Jubilé 2000 Coalition *Un scandale se profile : l'annulation de la dette et la fausse promesse de Cologne*. 19 mai 2000

42 Eric Toussaint (1998), *La bourse ou la vie : la finance contre les peuples*. Syllepse/Cetim. Tiré à part : Crise de la dette : analyse et propositions

43 Eric Toussaint, déjà cité

44 Idem

45 Chossudovsky, M. (1997) *La mondialisation de la pauvreté*. Ecosociété, Montréal.

PAS. Et ces politiques ont presque toutes les mêmes conséquences sur les femmes quels que soient le pays, la culture, le niveau de développement, etc.

Déjà dans les années 80, vos institutions connaissaient l'impact des PAS sur les femmes. *Les femmes ont été au centre de la crise économique des années 80 et ont supporté le gros des efforts d'ajustement (...) Les programmes d'ajustement structurel sont en apparence indépendants des considérations de sexe, mais ils ont été plus exigeants à l'égard des femmes qu'à l'égard des hommes, tant dans le secteur formel que dans le secteur non structuré de l'économie. Ils ont réduit les services essentiels pour la protection de la famille et, dans de nombreux cas, enrayé les gains économiques enregistrés par les femmes au cours des trois décennies précédentes*⁴⁶

Vingt ans plus tard, la même politique produit les mêmes résultats et d'autres femmes en décrivent les mêmes conséquences. Ainsi nous pouvons partir d'un exemple ⁴⁷ pour l'étendre à d'autres, similaires.⁴⁸

4.1. Féminisation de la pauvreté, de la maladie, précarisation de l'emploi : l'exemple de l'Égypte

Après la signature, par le gouvernement égyptien, d'un accord avec le FMI et la BM en 1991, accord engageant le gouvernement égyptien à mettre en place les programmes d'ajustement structurel, voici comment les femmes égyptiennes en décrivent les conséquences :

Féminisation de la pauvreté

- augmentation du nombre d'enfants en dessous de l'âge légal qui travaillent dans des conditions dangereuses pour leur santé et leur sécurité sans compter les revenus irréguliers ;
- augmentation du nombre d'enfants vivant dans les rues des grandes villes ;
- augmentation du nombre d'enfants -massivement des filles- retirées de l'école ;
- augmentation du nombre de jeunes filles et même de fillettes qui travaillent dans les maisons privées ou dans des " ateliers " sans protection légale ;
- augmentation du nombre de femmes travaillant dans le secteur informel sans aucune protection légale concernant les heures de travail, l'assurance, les soins de santé ou tout autre droit du travail.

Cette entrée massive des femmes dans le secteur informel a aussi pour conséquence d'en extraire les hommes, les femmes et les enfants travaillant à des salaires moindres, et de les condamner au chômage. On sait depuis longtemps que cet état de fait lié au patriarcat fait que les hommes quittent la famille : les femmes restent seules à en assumer la responsabilité.

Féminisation de la maladie

Le gouvernement égyptien est passé d'investissement en santé de l'ordre de 5.1% de toutes ses dépenses en 1966-67 à 1.4% en 1994-95 avec des conséquences dramatiques pour les femmes :

- dans une enquête, 57. % des femmes ont déclaré souffrir de dépression contre 24% pour les hommes, ce qui est considérable !
- augmentation de la mortalité des femmes plus elles avancent en âge et qui s'explique par un accès réduit aux services de santé et à la prévention des maladies. Ainsi dans un village, 5% des femmes seulement ne souffraient pas de maladies transmises sexuellement. :
- le fait que les services de santé soient privatisés suppose des revenus pour y avoir accès. Or, la position des femmes sur le marché de l'emploi est nettement plus précaire que celle des hommes d'où l'impossibilité où elles sont souvent de payer les frais médicaux ;

Position précaire sur le marché de l'emploi

Le gouvernement met de l'avant des positions visant essentiellement à favoriser le monde des affaires et à défavoriser celui des travailleuses et travailleurs entre autres par des politiques de déréglementation et de réduction des charges sociales des entreprises ; entre autre également par une diminution du nombre de fonctionnaires d'État. Les femmes sont les premières à en payer le prix :

- chômage accru. Selon le Bureau fédéral des statistiques égyptien *Il y a de moins en moins d'emplois pour les hommes et encore moins pour les femmes. Comme d'habitude en période de chômage accru, la réponse la plus simple paraît être de renvoyer les femmes à leur foyer* En

⁴⁶ *Engendering Adjustment for the 1990's: Report of a Commonwealth Expert Group on Women and Structural Adjustment*, Londres, 1989 p 18 Cité dans ONU, *La promotion de la femme : notes pour l'orateur*, avril 1995

⁴⁷ Les exemples qui suivent sont tirés d'un article de Farida El-Nakkash, présidente du Forum des ONG égyptiennes Femmes et développement paru dans le journal de l'Association des femmes de la région méditerranéenne, no 9, mai 2000 p8 et 9.

⁴⁸ Pérou *Mujer y ajuste* ; Nazmen Kanji et Jazdowska *L'ajustement structurel et les femmes au Zimbabwe*

1992, le taux de chômage s'élevait déjà à 17%. Quatre chômeurs enregistrés sur sept étaient des femmes 49.

- conditions d'accès au travail rendues de plus en plus difficiles : absence de congé de maternité dont les dispositions deviennent de plus en plus restrictives et de crèches ;
- passage d'emplois dans le secteur public où les conditions de protection des droits, d'assurance santé, de conditions de travail sécuritaires sont généralement accordées au secteur informel qui demeure pour les femmes un secteur sans voix ni droit ;
- aucun droit à la syndicalisation ce qui affaiblit la capacité de négociation ;
- maintien de préjugés comme l'interdiction du travail de nuit... alors qu'on l'autorise dans des secteurs comme celui de la santé et accent mis sur la jeunesse et l'apparence des femmes. Une enquête a révélé que dans un grand quotidien 28.5% des offres d'emploi concernait des "secrétaires séduisantes", 10% des vendeuses... et 0.5% des avocates... !

4.2. Restriction de l'accès à la terre et aux cultures locales : l'exemple de l'Ouganda et de l'Inde

Ici aussi nous pourrions apporter de multiples exemples :

- en Ouganda, la BM comme partout ailleurs fait la promotion des cultures d'exportation. *Mais (...) cela chasse des meilleurs sols, les céréales et les légumes qui assuraient l'auto-alimentation. Le marché occupe la terre la plus féconde, la production vivrière doit se retirer sur les terrains marginaux. Les femmes sont contraintes d'aller cultiver la brousse ou les coteaux à pic, de surexploiter les sols, préparant ainsi l'érosion future. Les conséquences écologiques sont dévastatrices, les bénéfices réduits. La culture vivrière ne cesse de diminuer*⁵⁰
- en Inde, les pressions sont énormes (entre autre par la BM qui subventionne ces nouvelles productions) pour l'aquaculture et les crevettes, dans le cadre de la "révolution bleue" etc. . *Mais la présence de l'eau salée et des produits chimiques a fait baisser de 30% le rendement du riz sur les champs voisins, les récoltes de noix de coco et de mangues ont diminué de moitié, celles de légumes sont encore plus mauvaises et les poules et les canards dépérissent*⁵¹

4.3. Autres exemples : Pérou, Zimbabwe, Zambie...

Au **Pérou**, le " choc de Fuji " a produit exactement les mêmes conséquences à partir de 1990 :

- augmentation par trois du prix des vivres et du pétrole en une seule nuit ;
- en 91, 83% de la population ne consommait pas assez de protéines et le taux de sous-alimentation des enfants dépassait les 38% ;
- à la campagne, un enfant sur quatre et à Lima un sur six mourait avant d'avoir atteint sa cinquième année ;
- la proportion des pauvres était passée de 40% à 60% ;
- diminution de l'accès à la santé car obligation de payer des soins jusqu'alors gratuits. Fin des programmes de vaccinations. Avec comme conséquence qu'au cours de l'épidémie de choléra de 92, 2000 personnes ont payé cette thérapie de choc de leur vie, et 100,000 de pathologie extrêmement graves. La tuberculose a elle aussi pris des dimensions endémiques, la malaria et la dengue se sont propagées de manière alarmante ⁵²
- transfert vers le secteur non réglementé : à côté des 10% de sans emploi, 77% de la population active travaillait en 1993 dans le secteur déréglementé. Ce que les femmes y gagnent se situe le plus souvent en dessous du minimum vital. L'OIT calcule que 84% des " nouveaux emplois " qui ont été créés entre 1990 et 1995 en Amérique latine et dans les Caraïbes étaient des activités non réglementées -et il convient sans doute d'ajouter : des activités qui ne permettent pas de vivre⁵⁴

Zimbabwe Ce pays avait connu des améliorations substantielles grâce à la mise en place de systèmes publics d'éducation et de santé. *Mais après l'instauration d'un système de paiement d'honoraires, dans le cadre de l'adaptation structurelle, on a fait entre 1991 et 1993, 40% de radios en moins, entre 20% à 30% des lits d'hôpital sont vides, la mortalité maternelle a augmenté en flèche, les contrôles de tuberculose ont cessé du jour au lendemain, l'espérance de*

49 Faiza Rady, " An Egyptian Feminine Mystique " in *Al-Ahram*, 20-26 février 1997

50 *La femme mondialisée* p 113

51 Idem p 117. Voir aussi les critiques de ces politiques par Vandava Shiva.

52

53 Idem p 166

54 Idem p 167

vie moyenne a chuté, 26% des enfants d'âge scolaire ne fréquentent pas l'école, les médecins et les enseignants émigrent en masse dans les pays voisins où les salaires sont plus élevés. 55

En **Zambie** où 20% de la population est séropositive, le gouvernement consacre \$17US par personne aux services de santé... et \$30US au service de la dette en application des politiques d'ajustement structurel de vos institutions⁵⁶

Ce ne sont pas seulement les femmes de la Marche mondiale qui constatent l'impact négatif des programmes d'ajustement structurel mais les propres organisations de l'ONU. Ainsi, *des 1983, l'UNICEF constatait que les femmes et les enfants, notamment, payaient un prix social gigantesque pour les programmes d'adaptation structurelle*⁵⁷. L'OMS constate également que *les investissements dans la santé des femmes reculent dans des proportions dramatiques, à une époque de prospérité croissante. La hausse mondiale de la mortalité maternelle est l'un des indices de ce phénomène (...) Beaucoup de ces décès seraient faciles à éviter. Ce qui rend les femmes malades, c'est la pauvreté et l'impossibilité de s'en sortir. Selon la directrice de l'OMS (...) La Russie, la Chine, l'Inde et Cuba ont aujourd'hui des taux de mortalité maternelle supérieurs à ce qu'ils étaient en 1990. Dans 51 autres États, on n'a relevé aucune espèce d'amélioration. Selon le Women's Global network for Reproductive Rights, la santé n'est plus considérée comme un droit humain fondamental mais comme une marchandise qu'il faut acheter sur le marché. 58*

Ajoutons aussi l'augmentation de la violence faite aux femmes dans un contexte de pressions financières très fortes sur les familles et les dommages causés à la santé mentale des femmes obligées d'assumer de multiples rôles pour assurer la survie de leurs proches.⁵⁹

La preuve est faite depuis longtemps que les programmes d'ajustement structurel détruisent les sociétés tout aussi efficacement que les bombardements. *En effet, quand une mission du FMI exige d'un pays la destruction des ses institutions et infrastructures sociales et économiques comme condition à l'obtention d'un prêt, cela ressemble beaucoup à la destruction causée par les bombardements de l'OTAN*⁶⁰

Ne serait-il pas temps de mettre un terme définitif à ces politiques. ?

5. CE QUE NOUS VOULONS...

5.1. Un changement de cap

Nous vous avons exposé longuement les *2000 bonnes raisons* pour lesquelles, selon nous, le FMI et la BM doivent changer de cap... pas seulement dans le discours mais dans la pratique. Des millions de femmes, à travers la Marche mondiale, exigent non plus des *adaptations structurelles* mais des *transformations structurelles*, sans pour autant posséder un plan de rechange tout décidé à l'avance, une sorte de " kit " déjà tout construit.

Un projet de société nouvelle (aux plans local, régional, national et international), pourra émerger à partir des expériences de lutte des femmes et des mouvements citoyens, à partir des acquis de la communauté internationale, en particulier des chartes, conventions, protocoles sur le respect des droits humains fondamentaux, à partir des exigences de démocratisation de toutes les institutions existantes, à partir de propositions novatrices et d'alternatives qui ont déjà fait leur preuve en matière de lutte à la pauvreté et d'élimination des violences faites aux femmes.⁶¹ La Marche mondiale des femmes apporte ici sa contribution à la construction d'une nouvelle architecture mondiale.

La pauvreté et les violences faites aux femmes ne sont pas des phénomènes " naturels " : ce sont des phénomènes construits politiquement, économiquement, culturellement et socialement. Il nous appartient donc de les éliminer en travaillant simultanément sur les fronts politique, économique, culturel et social.

Vos institutions peuvent jouer ici un rôle important :

- Encore faut-il qu'elles rompent avec une pratique basée exclusivement sur le capitalisme néolibéral, *ce système unique, dominant, régi par la compétitivité absolue et axé sur la*

⁵⁵ Idem p 184

⁵⁶ 50 Years is Enough Site: 50years.org

⁵⁷ Idem p 168

⁵⁸ Idem p 183

⁵⁹ McGowan, L *Bailouts for bankers, Burdens for Women*, 50 Years is Enough. Site: 50years.org

⁶⁰ Chossudovsky, IMF and WB just two of several instruments of national destruction.. Interview and editing by Jared Israel, 16-04-2000

⁶¹ Faire référence ici à *Pas à pas pour changer le monde* que nous devrions leur laisser d'ailleurs.

privatisation, la libéralisation, la déréglementation ; soumis à la seule loi du “ tout aux marchés ”, où la pleine jouissance des droits humains fondamentaux est subordonnée à la liberté économique ce qui provoque des exclusions intolérables pour les personnes et dangereuses pour la paix dans le monde et pour l’avenir de la planète.

- Encore faut-il qu’elles rompent avec une complaisance inacceptable envers le patriarcat, ce système qui ne date pas du XXe siècle bien sûr mais qui s’est consolidé depuis des millénaires selon une intensité variable et des cultures différentes. Ce système de valeur, de règles, de normes, de politiques est basé sur la prétention qu’il existerait une infériorité naturelle des femmes en tant qu’êtres humains et sur la hiérarchisation des rôles attribués dans nos sociétés aux femmes et aux hommes. Ce système consacre le pouvoir masculin et engendre violences et exclusions. Nous avons vu entre autre à quel point la mondialisation actuelle est sexiste.

- Encore faut-il que la redistribution équitable de la richesse fasse partie intégrante des orientations de vos institutions. Car, vous le savez, le problème du monde n’en est pas un de pauvreté mais de distribution de la richesse.

Il faut donc de toute urgence explorer des voies “ autres ” que celles déjà fréquentées et qui maintiennent les inégalités et les violences faites aux femmes. Mais nous ne sommes pas naïves : nous ne croyons pas à l’auto-changement de cap de vos institutions. Elles changeront sous la pression des citoyennes et citoyens, une pression que nous maintiendrons constante.

5.1. Tout de suite

En alliance avec de nombreux mouvements citoyens à travers le monde, la Marche mondiale des femmes, exige de la part de vos institutions :

Transparence et imputabilité

- une transparence et une imputabilité de vos institutions envers la société civile de même qu’une participation véritable des femmes dans la conception et la réalisation des politiques mises en œuvre, dans les processus de négociation État-BM-FMI, dans les évaluations des politiques ;

Intégration de la perspective “ genre ” dans les politiques et programmes

- l’intégration de la perspective de genre dans toutes les politiques et programmes du FMI et l’application de la “ politique genre ” dans ceux de la BM

Augmentation des ressources financières pour les femmes

- une augmentation des ressources financières pour les femmes dans les secteurs traditionnellement “ féminins ” (santé, éducation, nutrition) mais aussi dans les secteurs non traditionnels (accès à la propriété, au crédit, à la formation, etc.)

Mesures concrètes pour contribuer à l’élimination de la pauvreté et des violences faites aux femmes Ce sont les États qui doivent assumer le rôle de premier responsable, à leur niveau, de la distribution de la richesse et des mesures d’élimination des violences. Vos institutions disent reconnaître ce rôle *Il appartient à chaque pays de définir les voies de son développement et de prendre ses propres engagements par la concertation nationale*⁶². Vous pourriez ainsi inciter vos États-membres à mettre en place les mesures suivantes :

- la mise en place par tous les États d’une loi-cadre et de stratégies visant l’élimination de la pauvreté⁶³ reprenant en cela une recommandation du rapporteur spécial des Nations Unies et qui proposait *d’élaborer des programmes nationaux de lutte contre la pauvreté devant revêtir un caractère normatif sous la forme d’une loi-cadre prévoyant des mécanismes d’application*⁶⁴

- la mise en place par tous les États de plans d’action, de programmes, de projets efficaces assortis des ressources financières et des moyens adéquats pour mettre fin aux violences faites aux femmes.⁶⁵

62 ONU, OCDE, BM, FMI (2000) *Un monde meilleur pour tous : poursuite des objectifs internationaux de développement*. Document déposé lors du Sommet de Copenhague+5, Genève, 25-30 juin 2000.

63 On pourrait mettre en Annexe le détail de cette proposition avec l’exemple du Québec

64 Despouy, L. (1996) *Rapport final sur les droits de l’homme et l’extrême pauvreté*, Commission des droits de l’Homme, ONU.

65 Mettre en Annexe le détail de cette proposition.

- l'utilisation des indicateurs suivants pour juger des résultats : Indicateur de la Pauvreté humaine, Indice de développement humain, Indicateur sexospécifique, Convention 169 de l'OIT sur les droits des peuples autochtones
- l'investissement de 0,7% du PNB des pays riches dans l'aide aux pays en développement et selon l'application de la formule 20/20 entre pays donateurs et pays récepteurs de l'aide internationale.

L'annulation de la dette de tous les pays du Tiers-monde en tenant compte des principes de responsabilité, de transparence de l'information et d'imputabilité

- à court terme l'annulation immédiate de la dette des 53 pays les plus pauvres de la planète en appui aux objectifs de la campagne Jubilé 2000 :
- à plus long terme, l'annulation de la dette de tous les pays du tiers-monde et la mise en place d'un mécanisme de surveillance de la radiation de la dette qui veillera à ce que l'argent dégagé serve à l'élimination de la pauvreté et au bien-être de la population la plus affecté par les PAS, dont les femmes et les fillettes constituent la majorité.

Nous exigeons que vos institutions posent immédiatement ce geste concret. Ce serait le seul véritable signal qui pourrait redonner espoir aux peuples appauvris et aux femmes en particulier. Ce serait la preuve tangible que vos institutions ont vraiment décidé de passer des paroles aux actes.

La fin des programmes d'ajustement structurel ou de leurs clones

Tout a été dit sur les effets pervers de ces programmes. Il faut d'emblée les éliminer et ouvrir l'espace à des modèles de développement endogène, contrôlé par les populations et en rupture avec l'orthodoxie néolibérale.

Une mesure particulière de partage de la richesse : la Taxe Tobin

Certes, à elle seule la Taxe Tobin ne peut prétendre régler définitivement le problème de la spéculation, encore moins celui des inégalités croissantes. Mais elle contribue à jeter un peu de sable dans les rouages bien huilés de la spéculation financière. Elle s'inscrit également dans l'émergence d'autres propositions de taxation du capital. Elle permettrait de dégager un fonds mondial important consacré au développement social. C'est un objectif atteignable à court terme. Copenhague+5 vient d'ailleurs d'en entériner l'étude... Vos institutions doivent donc appuyer une telle initiative.

Nous demandons donc l'application de la Taxe Tobin pour freiner la spéculation et créer un fonds spécial :

- dédié au développement social ;
- géré démocratiquement par l'ensemble de la communauté internationale ;
- selon des critères de respect des droits humains fondamentaux et de démocratie ;
- avec une représentation paritaire des femmes et des hommes ;
- auquel les femmes auront un accès prioritaire.

Des mesures précises pour éliminer la criminalité financière

Vos institutions ne peuvent à la fois prétendre " stabiliser " le système financier, réduire la pauvreté... et tolérer la criminalité financière ! Avec un nombre incalculable de citoyennes et de citoyens dont les revenus mêmes modestes sont, eux, taxés et imposés, nous demandons :

L'élimination de tous les paradis fiscaux et du secret bancaire dont l'existence même constitue une forme de vol légalisé en permettant à des financiers, des entreprises, des dirigeants politiques, etc. de cacher " leur " argent et de le soustraire ainsi aux taxes, lois, réglementations des États... sans parler du blanchiment d'argent sale rendu possible par l'existence de ces paradis fiscaux.

Si même les pays du G7 ont récemment entrepris la lutte contre *la délinquance en col blanc*⁶⁶, on pourrait s'attendre de vos institutions à des positions et politiques fermes face à ce phénomène.

Le rejet des politiques de l'OMC.

Nous demandons que vos institutions prennent leur distance vis-à-vis de l'OMC, s'inscrivent à contre courant de ses politiques et que vous déployiez toutes vos énergies à contrer des projets

⁶⁶ Le Devoir, 22-23 juillet 2000, *Sommet d'Okinawa : le G7, shérif du système financier*

qui seraient des clones de l'AMI au nom du respect des États et des populations *qui ne sont pas des marchandises*.

Nous demandons que toutes les conventions et accords commerciaux soient subordonnés aux droits humains fondamentaux. Le commerce doit être soumis aux droits humains et non l'inverse. Utopique bien sûr cette demande... mais pas si nous poursuivons notre mobilisation vigilante... Et, vous le savez, notre marche ne fait que commencer !

Un protocole pour l'application du Pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels

La Marche considère l'élimination de la pauvreté non pas simplement comme un objectif à atteindre mais comme un droit à mettre en application immédiatement.. Vos institutions peuvent agir en faveur d'un tel protocole.

5.2. A moyen et long terme

Pour contribuer à mettre en place un système économique mondial, juste, participatif et solidaire, nous mettons de l'avant une proposition susceptible de modifier radicalement l'architecture des institutions internationales C'est une proposition à mettre en débat dans tous les forums préoccupés du rôle de vos institutions actuelles et des nouvelles perspectives -même utopiques et justement parce qu'utopiques- à développer. C'est une proposition que nous vous demandons d'étudier sérieusement :

Mettre en place un **Conseil pour la sécurité économique et financière**⁶⁷ chargée :

- de redéfinir les règles d'un nouveau système financier mondial axé sur une répartition juste et équitable des richesses de la planète, sur la justice sociale et l'amélioration du bien-être de la population mondiale en particulier pour les femmes qui en constituent plus de la moitié ;
- d'exercer un contrôle politique des marchés financiers ;
- de " désarmer " ces marchés, les empêchant ainsi de mettre à mal les sociétés et de créer systématiquement de l'instabilité, de l'insécurité et de l'inégalité ;
- d'assurer une véritable régulation et une surveillance des organisations à vocation économique, financière et commerciale ;
- d'exercer un contrôle démocratique sur les échanges commerciaux ou, en d'autres termes, d'appliquer la " tolérance zéro " envers la criminalisation de l'économie

Ces propositions visent à recentrer l'objectif du travail du FMI et de la BM vers l'élimination de la pauvreté et des violences faites aux femmes et non pas de la seule dette ou PAS. C'est donc un changement de cap radical qu'il nous faut.

EN CONCLUSION

Cette lettre est une déclaration d'opposition et de résistance pacifique à vos politiques. Nous serons partout pour dénoncer, exiger, évaluer, bloquer, proposer. Car nous marchons :

- *pour que le prochain millénaire inscrive à jamais l'exercice des droits fondamentaux des femmes comme indissociable des droits humains universels, pour que l'ensemble des droits de la personne soient interdépendants, pour que l'égalité, la justice, la paix et la solidarité soient les valeurs dominantes ;*
- *pour manifester que la participation active des femmes à la vie politique, économique, sociale et culturelle est le point de départ d'une libération pour elles-mêmes et pour leurs peuples trop souvent exclus des prises de décision qui les concernent ;*
- *pour enfanter un monde basé sur le partage de la richesse collective, matérielle et spirituelle de l'humanité et pour faire en sorte que chacune et chacun aient à la fois de quoi vivre et des raisons de vivre.*⁶⁸

⁶⁷ Idée de Ricardo Petrella dans son livre *Le bien commun : éloge de la solidarité*, Edition Labor, Bruxelles, 1996.

⁶⁸ Marche mondiale des femmes en l'an 2000, Cahier des revendications, juillet, 1999

BIBLIOGRAPHIE

- BANQUE MONDIALE *Qu'est-ce que la Banque mondiale ?* Site www.worldbank.org
- BANQUE MONDIALE Rapports de recherche sur la pauvreté : *Can Anyone Hear Us ? , Voices of the Poor Crying Out for Change, >From many lands*
- BANQUE MONDIALE, *New Paths to Social Development. Community and Global Networks in Action*, juin 2000.
- FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL *Qu'est-ce que le FMI ?* David D. Driscoll. Site www.imf.org
- CADTM (1999) *Femmes, enfants, Face à la violence: résistances du Nord au Sud*. Sous la direction de Denise Comanne, Estela Retamoso et Eric Toussaint
- CADTM " Les autres voix de la planète ", no 12, premier trimestre 2000
- CASTELL, M. (1996) *La société en réseau*, Fayard, Paris.
- CHOSSUDOVSKY, Michel. (1998) *La mondialisation de la pauvreté*, Ecosociété, Montréal.
- COOMARASWAMY, Radhika (1997) Rapporteur spéciale des Nations Unies sur *La violence faite aux femmes, ses causes et conséquences*.
- DURRER, M. (1995) " De Mexico à Beijing: le long chemin des femmes ". *Foi et développement*, No 233, mai, p 3.
- EL NAKKASH, Farida, présidente du Forum des ONG égyptiennes Femmes et développement paru dans le journal de l'Association des femmes de la région méditerranéenne, no 9, mai 2000 p8 et 9.
- GEORGE, S. (1989) *Jusqu'au cou : enquête sur la dette du tiers monde*, La Découverte, Paris.
- GEORGE, S., et SABELLI, F. (1994) *Crédits sans frontières : la religion séculaire de la Banque mondiale*, La Découverte/Essais, Paris.
- GEORGE, Susan (2000) *Le rapport Lugano*, Fayard, Paris.
- JOANNY, Sophie 1998, " Tiers monde et institutions internationales : les femmes, cet enjeu économique ", Cahiers du GEDISST, no 214 *Les paradoxes de la mondialisation*, Hamattan, Paris.
- JOEKES, Susan (1995) *Trade-related Employment for Women in Industry and Services in Developing Countries*. UNRISD, Genève
- KANJI, Nazmen et JAZDOWSKA, Niki (1999) "L'ajustement structurel et les femmes au Zimbabwe" dans *Alternatives Sud : rapports de genre et mondialisation des marchés*. CETRI, Louvain-La-Neuve et l'Harmattan, Paris, Vol V, no 4
- McGOWAN, L *Bailouts for bankers, Burdens for Women, 50 Years is Enough*. Site: 50years.org
- 69
- MARCHE MONDIALE DES FEMMES EN L'AN 2000, Cahier des revendications, juillet, 1999
- ONU, OCDE, BM, FMI (2000) *Un monde meilleur pour tous : poursuite des objectifs internationaux de développement*. Document déposé lors du Sommet de Copenhague+5, Genève, 25-30 juin 2000.
- ONU (1995) *La promotion de la femme : notes pour l'orateur*.
- PNUD (2000) *Vaincre la pauvreté humaine*. Rapport du PNUD sur la pauvreté 2000
- RADY, Faiza, " An Egyptian Feminine Mystique " in *Al-Ahram*, 20-26 février 1997
- SHIVA, V. (1994) *La nature sous silence ou le processus d'un pillage : diversité biologique en péril*. CETIM no 20/21
- TOUSSAINT, Eric (1999) *La bourse ou la vie : la finance contre les peuples*, Edition Luc Piré, Bruxelles.
- United Nations (1995), *1994 World Survey on the Role of Women in Development. Women in a Changing Global Economy*.
- WICHTERICH, Christa (1999), *La femme mondialisée*, Solin, Actes Sud (traduction française)
- WOLFENSOHN, James, entrevue accordée au Monde et cité dans Serge Truffaut (1999) *La démocratie violée*, Le Devoir, 5 février.
- WOMEN SPEAK : *United Voices Against Globalization, Poverty and Violence in India* (2000). Publié par All India Democratic Women's Association, All India Women's Conference, Center for Women's Development Studies, Joint Women's Program, National Federation of Indian Women, YMCA of India.
- WOMEN'S EYES ON THE WORLD BANK CAMPAIGN-LATIN AMERICA (2000) *Equity, Participation and Consistency ? : the WB at the Beijing+5* Coordinator: Laura Frade Rubio.
- 50 YEARS IS ENOUGH *US Network for Global Economic Justice* Site: www.50years.org
- ATTAC Association pour une Taxation des Transactions financières pour l'aide aux Citoyens Site : www.attac.org